

C. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

1. Le dialogue Nord-Sud et la trente-deuxième session

Dans son premier discours à la Deuxième Commission le Canada s'est surtout arrêté sur le bilan qu'il faisait du dialogue Nord-Sud, soulignant les résultats positifs de la Conférence sur la coopération économique internationale et la nécessité de concrétiser les ententes conclues. Il a également signalé la possibilité d'entreprendre d'autres discussions au sein des Nations Unies et d'autres tribunes dans les domaines où la Conférence de Paris n'a pas réalisé de consensus. Tout en reconnaissant les difficultés des négociations en cours (notamment les négociations commerciales multilatérales, le fonds commun pour le programme intégré pour les produits de base et l'allègement de la dette), le Canada reste déterminé à oeuvrer pour le succès de ces négociations. En outre, il a déclaré souhaiter l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement international qui, à son avis, devrait établir des lignes directrices permettant d'accélérer le processus de développement à l'échelle internationale. La déclaration portait également sur d'autres questions à l'ordre du jour, tels la restructuration, la Conférence mondiale sur la science et la technique au service du développement, les arrangements institutionnels concernant les établissements humains et l'Année internationale de l'enfant.

Le 4 octobre 1977, Dr John Small, délégué du Canada à la Deuxième Commission, déclarait ce qui suit:

Comme l'a fait remarquer le distingué Sous-secrétaire général au début de notre débat, les travaux de la présente Commission à sa trente-deuxième session pourraient revêtir une importance considérable. Nous sommes à un tournant critique des relations Nord-Sud. Même si la Conférence de Paris a donné lieu à des ententes qui ont fait progresser le dialogue, certaines questions sont réapparues à l'ordre du jour des organes de l'ONU. C'est à nous qu'il incombe de trouver des moyens de poursuivre sur cette lancée.

Nous espérons que nous pourrions nous concentrer sur des solutions pratiques. Il ne faut pas se cacher que nous sommes en quelque sorte dans un dilemme. D'une part, nous sommes tous fermement déterminés à faire avancer rapidement les relations Nord-Sud, mais d'autre part, la léthargie qui continue de caractériser la conjoncture économique dans le monde en général, et en particulier dans certains pays industrialisés, rend fort ardue cette entreprise.

Il va de soi que si les conditions économiques sont défavorables dans les pays industriels, on peut s'attendre à pire encore dans de nombreux pays en développement. Nous ne pouvons espérer que ces pays attendent patiemment que survienne une reprise de l'économie mondiale pour qu'on prenne des mesures en leur faveur, particulièrement si leur propre situation se détériore. Pourtant, en même temps, il est clair que l'absence d'une relance de l'économie entrave notre capacité d'entreprendre une action d'envergure.